

Dénomination

DECLARATION

NOUS, réseaux et organisations de la société civile de la République de Guinée, réunis du 07 au 09 mars 2017 à Conakry, engagés à accompagner les processus de paix et de cohésion sociale actuellement en cours en République de Guinée afin de contribuer à la prévention et à la résolution des conflits nés de la gestion des ressources naturelles,

Après un examen minutieux de la situation socio politique actuelle de notre pays,

CONSTATANT la récurrence des foyers de tension et les velléités d'exploitation opportunistes de certains groupes nationaux, des multinationales, des communautés locales, etc.

VU l'engagement des réseaux et organisations de la société civile par la mobilisation des citoyennes et citoyens guinéens à participer au processus de paix, prévenir les conflits et la violence à travers des actions de sensibilisation et de réseautage, de formation et de transfert de compétences, de monitoring et de veille sur les risques de conflits et d'instabilité

CONVAINCUS que par des actions de renforcement des capacités, de partage d'expériences, de bonnes pratiques et de dialogue, les réseaux et organisations de la société civile contribuent à préserver les acquis et à consolider les efforts déployés pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée,

CONSCIENTS qu'en conjuguant leurs efforts, les réseaux et organisations de la société civile sont plus forts et impacter positivement la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles,

NOUS INSPIRANT de l'esprit des instruments nationaux, internationaux, régionaux et sous-régionaux signés et/ou ratifiés par la République de Guinée,

CONSIDERANT la volonté de la Communauté internationale et des partenaires au développement d'accompagner notre pays sur la voie de l'Etat de droit, de la démocratie, de la paix, la sécurité et du développement humain,

TIRANT les enseignements de l'implication réussie de la société civile dans les processus de paix et de gouvernance en Guinée, dans d'autres pays de la sous-région et en Afrique,

Ambitionnant de mettre sur pied une structure formelle, un cadre de concertation et de dialogue, devant être un interlocuteur davantage crédible auprès des différentes parties prenantes aux processus de paix,

FORTS de tous nos droits et devoirs constitutionnels en tant que société civile,

DÉCIDONS EN TOUTE CONSCIENCE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ DE :

- créer un cadre de concertation des organisations de la société civile dénommée : «Plateforme Citoyenne pour une meilleure Gouvernance du processus de gestion des ressources naturelles et environnementales ;

ET NOUS NOUS ENGAGEONS A :

- Restituer toutes les connaissances et stratégies acquises dans le cadre de cet Atelier multi acteurs, tant au niveau de nos organisations respectives qu'au niveau des communautés impliquées, de manière formelle ou informelle dans les initiatives dédiées à la prévention des conflits liés à la gestion des ressources naturelles en République de Guinée
- Mener des actions de sensibilisation en tenant compte de la dimension genre, la dimension multi sectorielle et multi acteurs de la problématique, à l'endroit de toutes les parties prenantes dans la gouvernance et la gestion des ressources naturelles en République de Guinée

- Définir des stratégies citoyennes de contrôle de l'action publique dans la perspective de prévention des conflits liés aux ressources naturelles en République de Guinée
 - Engager des actions de plaidoyer envers les autorités nationales et la communauté internationale pour l'amélioration du cadre juridique, son application, l'instauration d'une dynamique de concertation et de gestion équitable des ressources naturelles
 - Accompagner toutes initiatives allant dans le sens d'instaurer des cadres de dialogue et de concertation avec toutes les parties prenantes impliquées dans le processus de gestion et de gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée
 - Informer les autorités, les communautés à la base et toute autre partie prenante concernée, par tous canaux existant au sein de la plateforme, notamment sur la problématique des ressources naturelles et des conséquences de leur mauvaise gestion
 - Informer et sensibiliser les communautés sur leurs droits et devoirs conformément aux instruments juridiques existants,
 - Mener des actions concrètes sur le terrain en vue de prévenir et de gérer les conflits communautaires latents ou réels portant sur l'exploitation ou la gestion des ressources naturelles,
- Capitaliser et vulgariser les bonnes pratiques de la Plateforme dans la prévention et la gestion des conflits liés à la gestion des ressources naturelles.

Fait à Conakry, le 09 Mars 2017

Ont signé

Les organisations	Nom des représentant(e)s	Signatures
1) AIG	Kedouatou Diallo	
2) PAJ-Gu	Aïello Nene Kadidou	
3) COFFIG	Zenab Bongouana	

- | | | |
|----------------------------|-------------------------------------|--|
| 4) C. FECPA | M ^{me} Mama Aissatouh | |
| 5) LEJENAD | Bangaly M. Camara | |
| 7) Le Baptême | Thierno Hamidou Bah | |
| 8) Cellule Balai' citoyen | Moussa Camara | |
| 9) A.G.T | Boubacar Atignon Diallo | |
| 10) CNOSCG | M ^{re} Bah Alpha Abdoulaye | |
| 11) APAE | Alpha Junior Bore | |
| 12) WANEP | François Fasoou Tolno | |
| 13) Nouvelle Elite | Fatoumata Kante | |
| 14) FEQUIREF/PD | Fatoumata Sougoulo' | |
| 15) COFFIG | Zenab Bangana | |
| 16) LA MUSE | Mohamed Amine Soumah | |
| 17) REPMAD | Keumba Bintou Millimono | |
| 19) AMINES | Mohamed Cissé' | |
| 20) SPIKOU | BALLO' | |
| 21) Fatoumata | Sheif ONG PEDEP | |
| 22) RESPFECO | Noramon Sény | |
| 23) FONGDD | Amadou Sili | |
| 24) Elhadj Mammadou Diallo | | |
| 25) Camara N'fa Moussa | CANIEG | |
| 26) Environnement | Robert Millimono | |
| 27) DNA CV (Environn) | Oura Oura Gbama | |

- 28) -----
- 29) -----
- 30) -----
- 31) -----
- 32) -----
- 33) -----
- 34) -----
- 35) -----
- 36) -----
- 37) -----
- 38) -----
- 39) -----
- 40) -----
- 41) -----
- 42) -----
- 43) -----
- 44) -----
- 45) -----
- 46) -----
- 47) -----
- 48) -----
- 49) -----